



Mardi 3 décembre 2024

Toutes et tous, par la grève, censurons le gouvernement et les patrons !

Depuis un bon mois, c'est le patronat qui a fait le buzz en déclenchant une vague de licenciements sans précédent depuis 15 ans. Il a au moins 300 000 emplois dans son viseur, tout en menaçant d'en rajouter une centaine de milliers s'il venait à l'idée du gouvernement de rogner sur un seul des 150 milliards d'euros d'argent public qu'il touche chaque année.

Joutes parlementaires stériles... pour nous

Depuis la semaine dernière, les projecteurs se sont tournés vers l'Assemblée : après le 49.3, les motions de censure feront-elles tomber Barnier ? Et s'il tombe, quel futur gouvernement ? Le Rassemblement national joue au défenseur des pauvres en promettant de censurer le gouvernement s'il augmentait la taxe sur l'électricité... Mais à peine Barnier avait-il cédé que Marine Le Pen l'accusait d'aggraver le déficit ! Autrement dit, de ne pas nous faire les poches d'une autre manière, car elle s'est par ailleurs opposée à toute taxe sur les riches, les actionnaires ou les entreprises.

Le RN est en fait tiraillé entre la pression de sa base, qui voudrait bien retourner vite aux urnes pour dégager Macron et Barnier, et la volonté d'apparaître aux yeux de la bourgeoisie comme un parti « responsable », ennemi du « chaos » que les macronistes promettent en cas de censure du gouvernement. Or, même le PS et Hollande se disent d'accord pour faire sauter le gouvernement. Le RN n'a donc pas intérêt à apparaître moins radical, quitte à reprocher tout et son contraire à un Barnier pourtant à plat ventre pour renchérir sur de nouvelles attaques contre les immigrés ou affirmer son soutien à la politique génocidaire de l'État israélien !

Quant à la gauche, elle promettait d'abroger la réforme des retraites en un jour de parlottes et un vote à l'Assemblée. Elle a finalement démontré que le tapis vert des institutions est aussi fort pour pondre des lois anti-ouvrières que pour censurer tout ce qui pourrait aller en sens inverse.

Le 5 décembre et après, à nous de jouer...

La colère monte depuis un mois dans la fonction publique contre le passage d'un à trois jours de carence en cas d'arrêt-maladie. Si l'attaque passe, nul

doute que, parmi les travailleurs du privé, ceux qui sont aujourd'hui protégés de ces jours de carence en seront également la cible.

L'appel intersyndical à la grève du 5 décembre recueille un écho extrêmement favorable, et particulièrement dans l'Éducation nationale : beaucoup d'écoles seront fermées. Alors que le gouvernement Barnier pourrait finir à la poubelle avant les sapins de Noël, il s'agit pour tous les salariés du public de s'engouffrer dans la brèche. Car, quel que soit le prochain Premier ministre, il mettra la même énergie à nous faire payer les dettes que les capitalistes ont fait contracter à l'État. Il mettra la même énergie à préserver les profits des patrons. Alors, le 12 décembre, les travailleurs du privé menacés de licenciement et les cheminots SNCF menacés de privatisation ont aussi intérêt à répondre en masse par la grève à leurs patrons.

...et de faire l'histoire ?

5 et 12 décembre : c'est une fenêtre de tir qui s'ouvre pour tous les travailleurs. Si les grévistes trouvent à leurs côtés, dans les manifestations de rue, sur les piquets de grève, d'autres travailleurs du privé et du public en lutte venus les rencontrer, des liens utiles pour tous commenceront à se nouer dans la perspective d'une lutte d'ensemble.

Personne n'a digéré la retraite à 64 ans, mais si demain une lutte d'ensemble éclate, elle ne devra pas se contenter de primes de licenciement misérables, de la suppression des jours de carence ou de 0,5 % d'augmentation de salaire. C'est l'ensemble de nos revendications que nous devons discuter entre nous, pour pouvoir les imposer finalement à nos adversaires !

La PDG fait le SAV des sales coups

Lors de son dernier Webex, Sabrina Soussan a dû se justifier sur les suppressions de postes chez Suez Eau France.

Cette décision est déconnectée du terrain et ne sert qu'à satisfaire les actionnaires. Nous n'avons rien à attendre de la direction du groupe. C'est à nous de nous mobiliser pour obtenir des embauches car sur le terrain ou dans les bureaux, on ne gère plus que les urgences.

Parc Auto prend l'eau et nous aussi

Sans effectif suffisant pour gérer notre parc automobile, le service support du Pecq ne s'occupe plus que du recouvrement des amendes. Tout le reste, que ce soit la gestion du loueur, de l'assureur, des sinistres, des arrivages/restitutions des véhicules, est à notre charge sans que ce soit notre métier.

Quand on se prend la tête avec un outil de travail, on n'avance pas dans le reste de nos tâches, et c'est à nous qu'on demandera des comptes. Afin de pouvoir correctement travailler, exigeons des embauches et une organisation avec des moyens à la hauteur.

Ça pulse sur le bla-bla

Comme tous les ans, on nous sollicite pour une enquête de satisfaction sur l'entreprise.

Encore un coup de com' qu'ils tourneront à leur avantage quelles que soient nos réponses. Mais pas besoin d'un questionnaire pour savoir que nous voulons de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail.

Non aux jours de carence, partout !

Dans les écoles primaires et maternelles, la grève du 5 décembre prochain s'annonce comme un succès.

Un peu partout, les grévistes s'adressent aux parents par des tracts qui disent à propos du passage de un à trois jours de carence en cas d'arrêt maladie d'un salarié du public, par exemple : « C'est un alignement entre le public et le privé, mais avec la suppression des jours de carence pour toutes et tous, que nous voulons gagner. »

La famille Mulliez pioche un milliard d'euros dans les caisses de Decathlon

Le groupe Decathlon s'apprête à verser un milliard d'euros de dividendes à ses actionnaires, en grande partie à l'Association familiale Mulliez (AMF)... On s'acheminerait donc vers une ponction

de 7 % du chiffre d'affaires 2024 par les actionnaires, soit la quasi totalité du résultat !

En pleines négociations annuelles obligatoires, la direction française ne propose même pas les miettes : elle refuse pour le moment de répercuter la hausse de 2 % du Smic sur l'ensemble des salaires.

Une insulte ressentie comme telle par les travailleurs. Un appel à la grève est prévu le 7 décembre.

Liberté pour Christian Tein et ses camarades !

La cour d'appel de Nouméa a décidé que le leader indépendantiste kanak Christian Tein – interpellé le 19 juin et transféré dans l'Hexagone quatre jours plus tard avec six autres militants – restera incarcéré près de Mulhouse.

Ses avocats avaient demandé, en vain, que l'appel soit jugé en métropole, la cour de Nouméa étant connue pour sa proximité avec les milieux anti-indépendantistes. Une décision scandaleuse à l'image de la situation néo-coloniale de la Kanaky.

Sénégal : 80e anniversaire d'un massacre colonial

Dans une lettre au président sénégalais, Emmanuel Macron a reconnu que les forces coloniales françaises avaient commis un massacre à Thiaroye, près de Dakar, le 1er décembre 1944.

Ce jour-là, des officiers français avaient donné l'ordre d'ouvrir le feu sur 1 600 tirailleurs sénégalais désarmés, qui manifestaient pour réclamer le paiement de leurs arriérés de solde. Si les autorités françaises avaient annoncé 35 morts, il y en a eu beaucoup plus, sans doute plusieurs centaines. Aucun des militaires qui prit part à ce massacre ne fut inquiété et les familles des victimes jamais indemnisées. C'était « le temps béni des colonies », comme le chantait Michel Sardou.

En solidarité avec les peuples palestinien et libanais, manifestons le 7 décembre

Plus d'un an de massacres génocidaires contre la population de Gaza, avec plus de 42 000 morts. Deux mois de bombardements au Liban, qui ont fait au moins 2 800 morts. Et malgré l'annonce d'un cessez-le-feu, l'armée israélienne continue à frapper. En Cisjordanie, la politique de colonisation de l'État d'Israël s'accélère.

Pour dire notre opposition à la politique guerrière de Netanyahu, il faut amplifier la mobilisation. **Soyons nombreuses et nombreux à la manifestations du samedi 7 décembre à 14h à République.**